

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Cusson, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Lac-Brome pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date

26 mai 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Lac-Brome

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Lac-Brome (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

RAPPORT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A118892
Cowansville, XX mai 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	16 994 350	17 138 912	15 884 099
Compensations tenant lieu de taxes	2	52 000	49 085	47 097
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 192 950	3 838 517	1 915 781
Services rendus	5	496 700	617 883	576 189
Imposition de droits	6	1 457 000	3 205 510	2 824 793
Amendes et pénalités	7	30 000	54 246	62 516
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	450 000	743 498	574 603
Autres revenus	10	44 000	142 026	422 836
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	20 717 000	25 789 677	22 307 914
Charges				
Administration générale	14	2 683 530	2 677 362	2 724 715
Sécurité publique	15	3 753 360	3 995 489	3 717 468
Transport	16	4 653 000	5 904 065	5 770 219
Hygiène du milieu	17	3 153 290	3 646 842	3 144 763
Santé et bien-être	18	238 670	198 606	185 746
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 420 280	1 402 106	1 334 534
Loisirs et culture	20	2 431 870	2 560 586	2 559 794
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 046 240	863 263	643 264
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	19 380 240	21 248 319	20 080 503
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 336 760	4 541 358	2 227 411
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		47 948 942	45 721 531
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		47 948 942	45 721 531
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		52 490 300	47 948 942

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 068 691	9 802 130
Débiteurs (note 5)	2	13 291 742	11 335 517
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	43 301	40 748
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	21 403 734	21 178 395
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 110 464	2 732 834
Revenus reportés (note 11)	12	2 557 048	1 702 652
Dette à long terme (note 12)	13	21 430 642	22 736 587
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	280 000	280 000
	16	27 378 154	27 452 073
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 974 420)	(6 273 678)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	57 601 121	54 074 125
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 213	1 213
Stocks de fournitures	20	50 032	42 680
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	812 354	104 602
	23	58 464 720	54 222 620
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	52 490 300	47 948 942
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	52 490 300	47 948 942
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	52 490 300	47 948 942
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 336 760	4 541 358	2 227 411
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 338 029)(	4 690 581)
Produit de cession	3		84 711	
Amortissement	4		2 747 426	2 639 122
(Gain) perte sur cession	5		(21 104)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 526 996)	(2 051 459)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(7 352)	(1 267)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(707 752)	(14 571)
	13		(715 104)	(15 838)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 336 760	299 258	160 114
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 273 678)	(6 433 792)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 273 678)	(6 433 792)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 974 420)	(6 273 678)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 541 358	2 227 411
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 747 426	2 639 122
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(21 104)	
▪ Réduction valeur - placement	3.2	18 051	2 217
	4	7 285 731	4 868 750
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 956 225)	(10 099)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(316 799)	(1 572 030)
Revenus reportés	8	854 396	339 482
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(7 352)	(1 267)
Autres actifs non financiers	12	(707 752)	(14 571)
	13	5 151 999	3 610 265
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(5 643 600)	(3 565 894)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	84 711	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 558 889)	(3 565 894)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(20 604)	(20 604)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23	(20 604)	(20 604)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		7 531 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 347 400)	(1 099 300)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	41 455	(106 329)
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 305 945)	6 325 371
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(1 733 439)	6 349 138
Solde déjà établi	31	9 802 130	3 452 992
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	9 802 130	3 452 992
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	8 068 691	9 802 130

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lac-Brome (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

D) Passifs

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	<u>Taux</u>
Infrastructures	2,5 % à 12,5 %
Bâtiments	2,5 % à 10 %
Véhicules	2,5 % à 50 %
Ameublement et équipements de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipements divers	2,5 % à 50 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 8 068 691	9 802 130
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 8 068 691	9 802 130
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 8 068 691	9 802 130
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 8 068 691	9 802 130
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux fonds réservés aux dépenses liées à la tenue d'une élection, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés, à l'excédent de fonctionnement affecté et aux revenus reportés dont les sommes sont grevées d'une affectation d'origine externe.

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 743 498 \$ (574 604 \$ en 2023).

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 863 263 \$ (643 266 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	1 060 913	938 213
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 086 162	8 339 065
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 580 037	907 022
Organismes municipaux	13	186 612	210 531
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	1 222 836	816 120
▪ Autres	14.2	155 182	124 566
	15	13 291 742	11 335 517
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 875 813	5 111 054
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	4 875 813	5 111 054
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	33 084	29 224
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	6 169 571	5 386 495
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 485 725	1 972 699
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	430 866	979 871
	27	8 086 162	8 339 065

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,15 % aux 31 décembre 2024 et 2023 et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	43 301	40 748
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	43 301	40 748
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'un emprunt temporaire d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette emprunt temporaire est utilisée pour les opérations courantes de la ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	876 986	812 860
Salaires et avantages sociaux	44	579 416	520 627
Dépôts et retenues de garantie	45	681 223	954 660
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts sur la dette à long terme	47.1	164 546	191 180
▪ Organismes municipaux	47.2	115 595	88 377
▪ CAP afférents aux immobilisations	47.3	694 429	170 027
▪ Autres	47.4	(1 731)	(4 897)
	48	3 110 464	2 732 834

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	80 121	135 295
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Subventions gouvernementales	54.1	597 752	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	1 439 467	1 231 799
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	421 503	319 677
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Fonds des salamandes	62.1	18 205	15 881
▪ Autres	62.2		
	63	2 557 048	1 702 652

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,05	5,20	2025	2029	64	21 581 300	22 928 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	21 581 300	22 928 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(150 658)	(192 113)
					72	21 430 642	22 736 587

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	3 745 000			3 745 000
2026	74	3 169 300			3 169 300
2027	75	3 017 000			3 017 000
2028	76	10 097 000			10 097 000
2029	77	1 553 000			1 553 000
2030 et plus	78				
	79	21 581 300			21 581 300
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	21 581 300			21 581 300

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	405 162
Régimes de retraite des élus municipaux	89	341 426
	90	405 162
		341 426

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	280 000	280 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94	280 000	280 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	11 289 916			11 289 916
Eaux usées	102	13 984 099			13 984 099
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	29 577 273	3 626 208		33 203 481
Autres					
▪	104.1	5 702 089	438 468		6 140 557
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	9 703 128	8 645		9 711 773
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	6 535 972	310 443	219 660	6 626 755
Ameublement et équipement de bureau	109	680 595			680 595
Machinerie, outillage et équipement divers	110	3 497 678	281 935		3 779 613
Terrains	111	2 989 595			2 989 595
Autres	112				
	113	83 960 345	4 665 699	219 660	88 406 384
Immobilisations en cours	114	10 338 325	1 672 330		12 010 655
	115	94 298 670	6 338 029	219 660	100 417 039
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	6 321 391	199 097		6 520 488
Eaux usées	117	8 907 528	287 961		9 195 489
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	13 744 230	1 176 398		14 920 628
Autres					
▪	119.1	2 610 039	258 531		2 868 570
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	3 214 034	254 448		3 468 482
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 758 194	335 850	156 053	2 937 991
Ameublement et équipement de bureau	124	500 202	35 277		535 479
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 168 927	199 864		2 368 791
Autres	126				
	127	40 224 545	2 747 426	156 053	42 815 918
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	54 074 125			57 601 121
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	1 213	1 213
	135	1 213	1 213
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	1 213	1 213

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Déneigement	143.1	10 710	10 710
▪ Assurances et licences	143.2	799 845	82 061
▪ Autres	143.3	1 799	11 831
Autres			
▪	144.1		
	145	812 354	104 602

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après un contrat d'évaluation municipale échéant en 2031, à verser une somme totale de 1 311 779\$.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation Lac-Brome, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit:

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Municipalité régional de comté de Brome-Missisquoi s'est engagée via une caution en faveur de IHR Télécom. Cette caution, actuellement non-réclamée à Municipalité régional de comté de Brome-Missisquoi, représente 11 000 000\$. Advenant l'exécution de ladite caution la Ville de Lac-Brome serait responsable jusqu'à un montant maximum de 1 484 250 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	1 196 878	1 011 150
Entre un et deux ans	46 891	75 657
Entre deux et trois ans	6 296	5 197
Plus de trois ans	<u> -</u>	<u> -</u>
Sous-total	1 250 065	1 092 004
Moins : provision pour mauvaise créance	<u>(33 084)</u>	<u>(29 224)</u>
Total	1 216 981	1 062 780

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les emprunts à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts à long terme et les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % aux 31 décembre 2024 et 2023 n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	<u>Moins de 1 an</u>	<u>De 1 an à 3 ans</u>	<u>De 3 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>
Créditeurs et charges à payer	3 110 464	-	-	-
Dette à long terme - capital	3 745 000	6 186 300	11 650 000	-
Dette à long terme - intérêts	<u>790 688</u>	<u>1 333 771</u>	<u>455 262</u>	<u>-</u>
Total	7 646 152	7 520 071	12 105 262	-

27. Fond de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	16 994 350	17 138 912		15 884 099
Compensations tenant lieu de taxes	2	52 000	49 085		47 097
Quotes-parts	3				
Transferts	4	1 192 950	1 223 396		923 088
Services rendus	5	496 700	617 883		576 189
Imposition de droits	6	1 457 000	3 205 510		2 824 793
Amendes et pénalités	7	30 000	54 246		62 516
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	450 000	743 498		574 603
Autres revenus	10	44 000	123 303		47 926
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	20 717 000	23 155 833		20 940 311
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		2 615 121		992 693
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17		18 723		374 910
Autres	18				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21		2 633 844		1 367 603
	22	20 717 000	25 789 677		22 307 914
Charges					
Administration générale	23	2 683 530	2 590 227	87 135	2 724 715
Sécurité publique	24	3 753 360	3 843 658	151 831	3 717 468
Transport	25	4 653 000	4 329 261	1 574 804	5 770 219
Hygiène du milieu	26	3 153 290	3 080 046	566 796	3 144 763
Santé et bien-être	27	238 670	198 606		185 746
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 420 280	1 401 355	751	1 334 534
Loisirs et culture	29	2 431 870	2 194 477	366 109	2 559 794
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	1 046 240	863 263		643 264
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		2 747 426	(2 747 426)	
	34	19 380 240	21 248 319		20 080 503
Excédent (déficit) lié aux activités	35	1 336 760	4 541 358		2 227 411

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 336 760	4 541 358	2 227 411
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 2 633 844)	(1 367 603)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 336 760	1 907 514	859 808
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 747 426	2 639 122
Produit de cession	5		84 711	
(Gain) perte sur cession	6		(21 104)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		2 811 033	2 639 122
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		18 051	2 217
	15		18 051	2 217
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			63 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 112 150)	(1 112 159)	(993 503)
	18	(1 112 150)	(1 112 159)	(930 503)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	555 610)	(874 712)	(740 601)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	400 000	420 000	359 055
Excédent de fonctionnement affecté	21		72 947	57 861
Réserves financières et fonds réservés	22	(69 000)	(12 308)	(169 669)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		3 150	(63 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(224 610)	(390 923)	(556 354)
	26	(1 336 760)	1 326 002	1 154 482
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 233 516	2 014 290

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 633 844	1 367 603
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(362 417)	(67 918)
Sécurité publique	3	(154 376)	(1 394 045)
Transport	4	(3 275 150)	(2 304 742)
Hygiène du milieu	5	(1 980 030)	(358 886)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(566 056)	(564 990)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(6 338 029)	(4 690 581)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(20 604)	(20 604)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		4 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	874 712	740 601
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		231 760
Excédent de fonctionnement affecté	17	605 493	1 648 792
Réserves financières et fonds réservés	18	203 739	41 995
	19	1 683 944	2 663 148
	20	(4 674 689)	1 951 963
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 040 845)	3 319 566

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	4 880 480	4 749 958	4 383 317
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 494 890	1 410 864	1 278 432
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	10 639 420	10 219 561	9 957 780
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 044 350	863 120	642 908
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	1 890	143	356
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	650 740	650 808	610 422
Transferts	15			
Autres	16	22 000	5 897	13 829
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	621 470	570 680	519 121
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 747 426	2 639 122
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	25 000	29 862	35 216
	22	19 380 240	21 248 319	20 080 503

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 967 203	3 220 506
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 777 393	5 389 014
Réserves financières et fonds réservés	3	2 655 733	2 847 164
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(1 910 027)	130 818
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	40 999 998	36 361 440
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	52 490 300	47 948 942
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 967 203	3 220 506
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 967 203	3 220 506
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fond de départ	12.1		50 000
▪ Fond vert	12.2	22 363	45 311
▪ Eaux usées	12.3	728 208	593 592
▪ Revitalisation Centre-Ville	12.4	1 004 499	1 004 499
▪ Droits Prémption	12.5	1 144 365	
▪ Routes	12.6	1 553 365	1 631 590
▪ Barrage de l'étang du moulin	12.7		1 086 892
▪ Caserne	12.8	775 764	957 970
▪ Autres	12.9	548 829	19 160
	13	5 777 393	5 389 014
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	5 777 393	5 389 014

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Eaux	17.1	849 085
	18	849 085
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	1 635 559
Organismes contrôlés et partenariats	22	1 658 976
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	111 089
Organismes contrôlés et partenariats	24	111 089
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	60 000
Autres		
▪	30.1	
	31	1 806 648
	32	2 655 733
		1 810 065
		2 847 164

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	59 850)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	59 850)(
		63 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	59 850
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	59 850
		63 000
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 1 000 000	1 000 000
Investissements à financer	65 (2 910 027)(	869 182)
	66 (1 910 027)	130 818
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 57 601 121	54 074 125
Propriétés destinées à la revente	68 1 213	1 213
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 43 301	40 748
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 57 645 635	54 116 086
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 57 645 635	54 116 086
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (21 430 642)(	22 736 587)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (150 658)(	192 113)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 4 875 813	5 111 054
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 59 850	63 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (16 645 637)(	17 754 646)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (16 645 637)(	17 754 646)
	83 40 999 998	36 361 440

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
La Ville s'engage à maintenir en application un régime de retraite par la participation au REER en vigueur.			
L'employé demeure le seul propriétaire de son REER.			
Les modalités de fonctionnement sont prévues au Cahier des ressources humaines de la Ville et prévoient que, si l'employé contribue 3% de son salaire brut, alors l'employeur contribuera un montant supplémentaire pouvant varier de 10% à 12% du salaire régulier de l'employé selon le statut et l'ancienneté de l'employé.			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	405 162	341 426
Autres régimes	115		
	116	405 162	341 426

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	14 355 565	13 262 367
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	42 180	42 180
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	14 397 745	13 304 547
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	526 810	514 862
Égout	13	1 059 164	1 043 003
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	902 498	826 863
Autres			
▪ Fosses septiques	16.1	183 151	152 211
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 020	37 023
Service de la dette	18	27 524	5 590
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	2 741 167	2 579 552
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	2 741 167	2 579 552
	27	17 138 912	15 884 099

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	5 969	5 743
Cégeps et universités	32	1 289	1 271
Écoles primaires et secondaires	33	32 014	30 806
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	39 272	37 820
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	9 813	9 277
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39	9 813	9 277
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	49 085	47 097

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	2 780	2 925
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	390 483	302 500
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55	4 547	3 652
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64	28 411	44 936
Traitement des eaux usées	65	2 353	2 467
Réseaux d'égout	66	17 291	18 360
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		9 781
Autres	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	99 299
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	6 000
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	6 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	
Autres	85	
Réseau d'électricité	86	
	87	495 920
	494 345	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88	2 637	19 283
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		500 000
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	1 078 507	446 210
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105	869 246	(7 200)
Traitement des eaux usées	106		(9 300)
Réseaux d'égout	107	664 731	(6 300)
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu	118	
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	120	
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	
Autres	123	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	50 000
Activités culturelles		
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité	127	
	128	
	2 615 121	992 693

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	393 451	334 605
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	335 600	92 563
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139	729 051	427 168
TOTAL DES TRANSFERTS	140	3 838 517	1 915 781

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146	51 407	50 465
Autres	147	203 094	220 937
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	254 501	271 402
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151	10 608	
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	10 608	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179	11 032	6 446
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182	11 032	6 446
Réseau d'électricité			
	183		
	184	276 141	277 848

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalizations 2024	Réalizations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	68 069	67 375
	188	68 069	67 375
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193		
	194		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195	3 838	3 838
Enlèvement de la neige	196	48 082	49 309
Autres	197	1 310	873
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	53 230	54 020
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205	750	
Traitement des eaux usées	206		
Réseaux d'égout	207	2 750	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213		
	214	3 500	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalizations 2024	Réalizations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218	1 053	
	219	1 053	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220		
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	215 890	176 946
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227		
	228	215 890	176 946
Réseau d'électricité			
	229		
	230	341 742	298 341
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	617 883	576 189

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	100 339	73 470
Droits de mutation immobilière	233	3 105 171	2 751 323
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	3 205 510	2 824 793
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	54 246	62 516
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	743 498	574 603
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	21 104	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244	18 723	374 910
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248	220	
Autres	249	101 979	47 926
	250	142 026	422 836
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	180 894		180 894	182 175
Greffe et application de la loi	2	350 840		350 840	344 571
Gestion financière et administrative	3	1 468 803	87 135	1 555 938	1 475 828
Évaluation	4	157 391		157 391	154 327
Gestion du personnel	5	432 299		432 299	567 814
Autres					
▪	6.1				
	7	2 590 227	87 135	2 677 362	2 724 715
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	2 498 110		2 498 110	2 332 080
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9	229 380	11 251	240 631	281 299
Autres	10	962 465	115 411	1 077 876	995 772
Sécurité civile	11	153 703	25 169	178 872	108 317
Autres	12				
	13	3 843 658	151 831	3 995 489	3 717 468
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	2 156 473	1 482 678	3 639 151	3 651 422
Enlèvement de la neige	15	1 953 951	28 657	1 982 608	1 836 032
Éclairage des rues	16	36 389	15 060	51 449	42 070
Circulation et stationnement	17	131 796	48 409	180 205	197 369
Transport collectif					
Transport en commun	18	50 652		50 652	43 326
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	4 329 261	1 574 804	5 904 065	5 770 219

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Réalizations 2024			Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			
Réseau de distribution de l'eau potable	24	591 908	213 802	805 710
Traitement des eaux usées	25	269 565	169 598	439 163
Réseaux d'égout	26	539 382	180 098	719 480
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	317 090		317 090
Élimination	28	150 621		150 621
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	246 420		246 420
Tri et conditionnement	30	89 077		89 077
Matières organiques				
Collecte et transport	31	288 283		288 283
Traitement	32	75 777		75 777
Matériaux secs	33			
Autres	34	131 528		131 528
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	170 966		170 966
Protection de l'environnement	38	209 429	3 298	212 727
Autres	39			
	40	3 080 046	566 796	3 646 842
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	5 897		5 897
Autres	42			
Sécurité du revenu	43			
Autres	44	192 709		192 709
	45	198 606		198 606
				185 746

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Réalizations 2024			Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	672 744	499	673 243	654 644
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	248 738		248 738	247 429
Tourisme	50	379 227		379 227	344 261
Autres	51	100 646	252	100 898	88 200
Autres	52				
	53	1 401 355	751	1 402 106	1 334 534
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	613 617	101 516	715 133	737 142
Patinoires intérieures et extérieures	55	115 620	12 050	127 670	114 439
Piscines, plages et ports de plaisance	56	125 597	12 719	138 316	141 931
Parcs et terrains de jeux	57	517 443	239 824	757 267	838 976
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	277 486		277 486	232 285
	61	1 649 763	366 109	2 015 872	2 064 773
Activités culturelles					
Centres communautaires	62				
Bibliothèques	63	176 000		176 000	132 600
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64	145 000		145 000	135 000
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66	223 714		223 714	227 421
	67	544 714		544 714	495 021
	68	2 194 477	366 109	2 560 586	2 559 794

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	863 120		863 120	642 908
Autres frais	71				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73	143		143	356
	74	863 263		863 263	643 264
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	2 747 426 (	2 747 426)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	869 426	63 320
Usines de traitement de l'eau potable	2	104 225	
Usines et bassins d'épuration	3	72 485	
Conduites d'égout	4	678 811	72 467
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 787 369	1 859 151
Ponts, tunnels et viaducs	7	42 848	
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	57 063	110 227
Parcs et terrains de jeux	10	199 582	413 707
Autres infrastructures	11	135 430	1 407 543
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	5 249	184 048
Édifices communautaires et récréatifs	14	306 351	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	310 443	233 072
Ameublement et équipement de bureau	18		51 323
Machinerie, outillage et équipement divers	19	411 604	295 723
Terrains	20	357 143	
Autres	21		
	22	6 338 029	4 690 581

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	869 426	
Usines de traitement de l'eau potable	2	104 225	
Usines et bassins d'épuration	3	72 485	
Conduites d'égout	4	678 811	
Autres infrastructures	5	3 222 292	3 551 505
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		63 320
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		72 467
Autres infrastructures	10		239 123
Autres immobilisations corporelles	11	1 390 790	764 166
	12	6 338 029	4 690 581

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	111 089			111 089
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 508 811		80 936	1 427 875
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	16 197 746		1 031 223	15 166 523
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	17 817 646		1 112 159	16 705 487
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 111 054		235 241	4 875 813
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 111 054		235 241	4 875 813
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	5 111 054		235 241	4 875 813
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 111 054		235 241	4 875 813
	19	22 928 700		1 347 400	21 581 300
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	22 928 700		1 347 400	21 581 300

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	21 581 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 910 027
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	111 089
Débiteurs	8	4 875 813
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	19 504 425
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	19 504 425
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	19 504 425
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	19 504 425
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	166 550	138 077
Sécurité publique			
Police	4	9 844	8 075
Sécurité incendie	5	20 482	15 906
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	23 382	14 814
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	152 197	148 499
Cours d'eau	13	27 097	26 353
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	47 288	51 919
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	203 968	206 779
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25	650 808	610 422

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 338 029	4 690 581
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 338 029	4 690 581

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	7,00	40,00	13 766,00	768 584	217 002	985 586
Professionnels	2						
Cols blancs	3	32,00	35,00	57 718,00	2 140 010	730 504	2 870 514
Cols bleus	4	15,00	40,00	30 482,00	1 195 192	395 330	1 590 522
Policiers	5						
Pompiers	6	58,00	5,00	13 581,00	491 201	59 029	550 230
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	112,00		115 547,00	4 594 987	1 401 865	5 996 852
Élus	9	7,00			154 971	8 999	163 970
	10	119,00			4 749 958	1 410 864	6 160 822

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	28 411	305 954	563 292		897 657
Traitement des eaux usées	4	2 353				2 353
Réseaux d'égout	5	17 291	246 644	418 087		682 022
Autres	6	1 175 341	358 960	719 547	2 637	2 256 485
	7	1 223 396	911 558	1 700 926	2 637	3 838 517

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	34 461	24 290
	4	34 461	24 290
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	69 860	56 611
Sécurité civile	8	87 124	78 408
Autres	9		
	10	156 984	135 019
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	351 605	315 488
Enlèvement de la neige	12	30 284	28 282
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	381 889	343 770
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	88 689	47 385
Traitement des eaux usées	19	91 913	18 609
Réseaux d'égout	20	70 209	32 974
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	250 811	98 968
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	2 330	2 866
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	2 330	2 866
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	36 788	38 351
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	36 788	38 351
Réseau d'électricité			
	42		
	43	863 263	643 264

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Richard Burcombe	1.1 Maire	33 122	16 561	16 648	2 860
Lucy Gagnon	1.2 Conseiller	12 341	5 520		
Shelley Judge	1.3 Conseiller	11 041	5 520		
Pierre Laplante	1.4 Conseiller	11 241	5 520		
Lee Patterson	1.5 Conseiller	12 641	5 520		
Louise Morin	1.6 Conseiller	12 341	5 520		
Patrick Ouvrard	1.7 Conseiller	12 541	5 520		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			2 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3			247 866 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6			\$
Ligne 3 : Autres revenus	7			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10			\$
Ligne 9 : Autres charges	11			\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13			\$
Ligne 14 : Débiteurs	14			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16			\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18			\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19			\$
Ligne 24 : Libres	20			\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21			\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22			\$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	23			\$
Constatés au cours de l'exercice	24			\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25			\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 101 825 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 946 736 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).
- 52
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 53 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?
- 54
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?
- 55
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 56
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 57 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?
- 58
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 59 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 60
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes
- 61 _____ \$
- b) autres formes d'aide
- 62 _____ 10 000 \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 378 794 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 572 901 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 46 752 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 171 717 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 \$
 - Systèmes de drainage 76 \$
 - Abords de routes 77 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 218 469 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ 95 180 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 886 550 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- Achat de 3 camionnettes (pick up)
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2025-04-118

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-04-07

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2019-11-335

b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-11-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 678

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 261

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 **Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 **La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 **Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-21 13:12

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	20 717 000	23 155 833	20 940 311
Investissement	2		2 633 844	1 367 603
	3	20 717 000	25 789 677	22 307 914
Charges				
	4	19 380 240	21 248 319	20 080 503
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	1 336 760	4 541 358	2 227 411
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 2 633 844)	(1 367 603)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	1 336 760	1 907 514	859 808
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		2 747 426	2 639 122
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			63 000
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 112 150)	(1 112 159)	(993 503)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	555 610)	(874 712)	(740 601)
Excédent (déficit) accumulé	12	331 000	483 789	184 247
Autres éléments de conciliation	13		81 658	2 217
	14	(1 336 760)	1 326 002	1 154 482
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		3 233 516	2 014 290

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	8 068 691	9 802 130
Débiteurs	2	13 291 742	11 335 517
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	43 301	40 748
Autres	5		
	6	21 403 734	21 178 395
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	3 110 464	2 732 834
Revenus reportés	10	2 557 048	1 702 652
Dette à long terme	11	21 430 642	22 736 587
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13	280 000	280 000
	14	27 378 154	27 452 073
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(5 974 420)	(6 273 678)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	57 601 121	54 074 125
Autres	17	863 599	148 495
	18	58 464 720	54 222 620
Excédent (déficit) accumulé	19	52 490 300	47 948 942

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 967 203	3 220 506
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Fond de départ	2.1		50 000
▪ Fond vert	2.2	22 363	45 311
▪ Eaux usées	2.3	728 208	593 592
▪ Revitalisation Centre-Ville	2.4	1 004 499	1 004 499
▪ Droits Prémption	2.5	1 144 365	
▪ Routes	2.6	1 553 365	1 631 590
▪ Barrage de l'étang du moulin	2.7		1 086 892
▪ Caserne	2.8	775 764	957 970
▪ Autres	2.9	548 829	19 160
	3	5 777 393	5 389 014
Réserves financières			
▪ Eaux	4.1	849 085	1 037 099
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	1 635 559	1 658 976
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	111 089	111 089
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	60 000	40 000
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	(1 910 027)	130 818
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	40 999 998	36 361 440
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	52 490 300	47 948 942

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	19 504 425
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	19 504 425

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	111 089	111 089
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	15 166 523	16 197 746
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 427 875	1 508 811
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	4 875 813	5 111 054
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	21 581 300	22 928 700

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	16 994 350	17 138 912	15 884 099
Compensations tenant lieu de taxes	13	52 000	49 085	47 097
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 192 950	1 223 396	923 088
Services rendus	16	496 700	617 883	576 189
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 487 000	3 259 756	2 887 309
Autres	18	494 000	866 801	622 529
	19	20 717 000	23 155 833	20 940 311
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		2 615 121	992 693
Autres	23		18 723	374 910
	24		2 633 844	1 367 603
	25	20 717 000	25 789 677	22 307 914

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2024			Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	2 590 227	87 135	2 677 362	2 724 715
Sécurité publique					
Police	2	2 498 110		2 498 110	2 332 080
Sécurité incendie	3	1 191 845	126 662	1 318 507	1 277 071
Autres	4	153 703	25 169	178 872	108 317
Transport					
Réseau routier	5	4 278 609	1 574 804	5 853 413	5 726 893
Transport collectif	6	50 652		50 652	43 326
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	1 400 855	563 498	1 964 353	1 777 837
Matières résiduelles	9	1 298 796		1 298 796	1 163 037
Autres	10	380 395	3 298	383 693	203 889
Santé et bien-être	11	198 606		198 606	185 746
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	672 744	499	673 243	654 644
Promotion et développement économique	13	728 611	252	728 863	679 890
Autres	14				
Loisirs et culture	15	2 194 477	366 109	2 560 586	2 559 794
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	863 263		863 263	643 264
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	18 500 893	2 747 426	21 248 319	20 080 503
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 747 426 (	2 747 426)		
	21	21 248 319		21 248 319	20 080 503

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 633 844	1 367 603
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 338 029)(	4 690 581)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	20 604)(	20 604)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		4 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	874 712	740 601
Excédent accumulé	6	809 232	1 922 547
	7	(4 674 689)	1 951 963
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 040 845)	3 319 566

Extrait du rapport financier, page S14